

Présentation de l'économie grecque

La Grèce est entrée dans la Communauté économique européenne en 1981 et dans la zone euro en 2001. Avec un PIB de 248 Md EUR en 2025, la taille de l'économie grecque est relativement modeste (1,3 % du PIB de l'Union européenne) avec un marché de 10,4 M habitants.

C'est principalement une économie de services (78 % du PIB). Les secteurs les plus importants sont le commerce et la distribution, l'immobilier, le tourisme (près de 40 M de touristes en 2025) et le cluster maritime (armateurs, affréteurs et tous les services qui s'y rattachent – courtage, assurance, services financiers et juridiques spécialisés, etc.). Ce dernier s'appuie sur l'importance de la flotte détenue par des intérêts nationaux (plus de 16 % de la flotte mondiale en tonnage), soutenue par une fiscalité avantageuse et une position géographique stratégique en mer Méditerranée.

La Grèce est aujourd'hui sortie de la crise de la dette publique, qui s'était déclenchée fin 2009, dans le sillage de la crise financière de 2007-2008. Le pays est ressorti sur les marchés de manière pérenne en 2017. Le troisième et dernier programme d'ajustement à pris fin en 2018 (après 290 Md EUR décaissés sur une période de huit ans) et le pays est sorti de la procédure de surveillance renforcée de la Commission européenne en 2022. Les agences ont progressivement repassé la notation souveraine du pays en catégorie investissement à partir de 2023.

L'économie grecque est très dynamique. Après 2,1 % en 2025, la croissance devrait accélérer à 2,4 % en 2026 – largement au-dessus de la moyenne européenne (+1,2 %) et supérieure à 2 % pour la sixième année consécutive [Suite au déclenchement de la guerre en Iran, la Banque de Grèce table plutôt sur une croissance autour de 2 % pour 2026]. Malgré l'environnement domestique favorable (augmentation du revenu des ménages avec la baisse du chômage, ralentissement de l'inflation et baisse de la fiscalité), la consommation privée devrait encore marquer le pas en 2026 (après +1,9 % en 2025). Cependant, l'investissement prend le relai (+5,7 % en 2025), notamment grâce aux financements et aux réformes mises en œuvre dans le cadre du Programme national de relance et de résilience (PNRR), qui prendra fin au mois d'août 2026 – à fin 2025, 23 Md EUR ont été décaissés sur l'enveloppe de 36 Md EUR allouée à la Grèce par l'Union européenne.

En revanche, l'inflation se maintient à un niveau élevé (autour de 3 % en 2024 et 2025, avec des prévisions à +2,3 % pour 2026 – contre respectivement 2,4 %, 2,1 % et 1,9 % pour la zone euro), du fait de tensions sur les marchés de

l'énergie, de l'immobilier et du travail et de coûts de production globalement élevés. Cela pèse sur le pouvoir d'achat et la confiance des ménages.

Sur le plan budgétaire, le pays a dégagé des excédents primaires tous les ans depuis 2016 (hors crise sanitaire – à hauteur de 2,5 % du PIB en moyenne sur 2022-2025) et le gouvernement table sur un nouvel excédent primaire de 2,8 % du PIB en 2026. Ces très bonnes performances ont été permises grâce **(i)** aux réformes et aux économies réalisées depuis 2010 par les gouvernements successifs, qui sont aujourd'hui pérennisées par une gestion prudente des finances publiques ; **(ii)** au dynamisme de la croissance ; **(iii)** aux progrès réalisés par l'administration fiscale ; **(iv)** au niveau de l'inflation. En conséquence, la dette publique a diminué de 60 points depuis 2020, pour atteindre 154 % du PIB à fin 2024 – avec une trajectoire à 146 % du PIB en 2025 et 138 % du PIB en 2026.

Avec un taux d'ouverture de 90 %, la Grèce se situe dans la moyenne de l'Union européenne et de la zone euro. L'excédent commercial dégagé dans les services (21,3 Md EUR en moyenne par an sur 2022-2024 – grâce notamment au tourisme et au transport maritime, avec respectivement des soldes positifs de +17,6 Md EUR et +7 Md EUR) ne compense pas le déficit de la balance pour les biens (35,5 Md EUR sur la même période). Ce déficit structurel de la balance commerciale reflète la faiblesse de la base industrielle, des problèmes de productivité (parmi la plus faible des pays de l'UE) et de compétitivité. Il s'agit d'une des conséquences de la faiblesse du taux d'investissement, qui n'a pas dépassé 16 % du PIB depuis la fin de la crise sanitaire (à la dernière place au sein de l'UE, alors que la moyenne de la zone euro est supérieure à 22 % du PIB).

Avec un stock d'Investissements directs étrangers (IDE) de 2 Md EUR à fin 2024, la France se positionne au 12^e rang des investisseurs en Grèce, derrière le Luxembourg (15 %), l'Allemagne (13 %), les Pays-Bas et Chypre (10 % chacun). Les entreprises françaises sont présentes au travers de 150 filiales qui emploient 23 000 salariés. La présence française est très diversifiée, dans de nombreux secteurs : les infrastructures, les transports, la distribution et les produits de consommation, le tourisme, l'énergie, l'industrie (pharmaceutique, agroalimentaire), les services financiers et l'assurance, etc.

Principaux agrégats macroéconomiques

	Ministère des Finances (déc. 2025)			Commission européenne (nov. 2025)	
	2024	2025 (e)	2026 (p)	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal (en Md EUR)	236.7	248.7	260.0	-	-
Croissance du PIB (%)	2.1	2.2	2.4	2.1	2.2
<i>Consommation privée</i>	2.4	1.9	1.7	1.8	1.9
<i>Consommation publique</i>	-2.6	1.4	0.7	1.5	2.5
<i>Formation brute de capital fixe</i>	4.5	5.7	10.2	6.9	7.1
<i>Exportations de biens et de services</i>	1.0	2.2	4.5	1.8	2.4
<i>Importations de biens et services</i>	4.8	0.9	4.6	-0.3	3.7
Inflation moyenne (%)	3.0	3.0	2.2	2.8	2.3
Taux de chômage (%)	10.1	9.1	8.6	9.3	8.6
Dette publique (% du PIB)	154.2	145.9	138.2	147.6	142.1
Solde budgétaire (% du PIB)	1.2	0.6	-0.2	1.1	0.3
Solde primaire (% du PIB)	4.7	3.7	2.8	4.3	3.4

Sources : Ministère de l'Économie nationale et des Finances de la Grèce, Commission européenne (2026)